

La césure droite-gauche, enfant illégitime du passé colonial malgache. Le cas du *Petit Tananarivien* en 1936-1937

Claude Bavoux
La Réunion

Dans cet article, nous aimerions pouvoir enfreindre un tabou, bien entretenu encore aujourd'hui, aussi bien dans la vie politique malgache actuelle, que dans l'historiographie de Madagascar, qui consiste à méconnaître le fait que la dyade droite-gauche¹ - on serait tenté de dire la complémentarité, mais cet usage n'est pas établi - ait droit de cité, plein et entier. Il est vrai que ce dualisme perd son caractère opératoire, en temps d'orage, pour les idéologues extrémistes.

Il ne s'agit pas d'envoyer un ballon-sonde, d'enfreindre pour le plaisir, mais bien pour établir l'existence, dès les années 1930, de cette dualité qui n'a guère eu droit de cité jusqu'ici à Madagascar comme principe politique explicatif. Et pour cause : pour aller vite, la droite, ce sont les colons et la gauche, c'est la vie politique malgache jusqu'à l'aurore de ce siècle. Voire. Cette façon de sentir trahit un peu son simplisme stalinien, ou plutôt, les insouciantes années 1960. Et chacun s'est habitué.

Il est vrai qu'un Malgache ne se revendique pas de droite dans les années 1930, comme par la suite. Cette particularité vient du fait que le nationalisme y serait, alors, une valeur de gauche. Nous voudrions, qu'enfin, ce principe, certes français à l'origine, pût non seulement constituer un critère interprétatif de l'histoire d'avant 1960, mais aussi troubler des certitudes historiographiques trop sereines. La raison vient du fait qu'à Madagascar, il semble aussi aisé de tracer les grandes lignes de l'histoire de ce partage des consciences que dans n'importe quel pays du monde².

Pour cela, certes, le chemin est particulièrement contourné, car il faut lire le revers de la médaille du nationalisme malgache sur l'avvers duquel tout est si limpide. L'évocation de ceux qui, dans l'Entre-deux-guerres, ont choisi une voie montueuse, malaisée, celle de la nationalité française, permet sans doute d'y parvenir. Il s'agira d'évoquer les amertumes de l'organe des citoyens français d'origine malgache, *Le Petit Tananarivien (PT)*, dont il n'est pas si simple d'évoquer toutes les circonlocutions, tant la position officielle à leur égard est peu franche et tant, surtout, l'opinion des Fran-

1. La référence obligée en la matière est l'introduction de *La Politique des partis sous la III^e République*, de François Goguel, dans laquelle l'auteur préfère les termes d'« ordre » et de « mouvement ». Le débat, cinquante ans après, est toujours d'actualité. Le politicologue italien Norberto Bobbio étudie la permanence et les fondements du clivage gauche/droite dans *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*, 1996. Quand bien même certains articles auraient mal vieilli, comme celui de S. de Beauvoir, (« On le sait : le bourgeois d'aujourd'hui a peur ».) le numéro 112-113 des *Temps modernes*, de mai 1955, reste particulièrement digne d'intérêt.

2. Vérifions les stéréotypes, selon l'optique de Bobbio. La liberté est du côté des *vazaha*, c'est à dire de la droite. C'est celle du garde indigène dans les villages, mais ce dernier n'est qu'un mercenaire des *vazaha*. L'envie de justice est du côté des Malgaches. C'est pour cela qu'ils se pensent à gauche. Nous gageons qu'au début du gouvernorat de Cayla, la crise mondiale aidant, la droite a entrevu sa vérité : la liberté (d'entreprendre, de voter, de décider) trop modérée par l'égalité, autrement dit par un ensemble hétéroclite de gens convaincus de pouvoir faire avancer Madagascar. C'est pour cela que paraît *Le PT*.

çais d'origine leur est franchement hostile. *Le PT* est cantonné dans des attitudes dont l'intérêt n'est pas moindre. Il est tentant d'y saisir les nuances d'une perle politique malgache dont l'orient est bien moins rouge que l'historiographie n'a voulu le dire jusqu'ici. Certes, Français de nationalité, ceux qui s'y expriment sont malgaches d'origine et s'en voudraient, évidemment, de faire de la politique.

En trois temps, nous établirons leur fascination pour le passé qui leur sert alors d'alibi. Nous tenterons ensuite de saisir combien leur existence est incompatible avec l'existence de l'autre élite d'origine européenne et enfin, il s'agira de revenir aux contingences de la basse politique pour laquelle on peut faire confiance au gouverneur du moment, Léon Cayla.

I. Le retour sur le passé

Le Petit Tananarivien (PT) se définit lui-même par rapport au passé malgache dans deux domaines de prédilection. En 1935, quand *Le PT* commence à paraître, l'un réfère à une actualité encore pesante avec ses conséquences, celle de la Grande guerre, l'autre est plus brumeux, profond, essentiel, car il concerne les fondements de la colonie et l'effondrement de la royauté merina.

De même qu'on dit qu'en France la guerre de 1914 - 1918 a estompé les clivages sociaux, on dit qu'à Madagascar ce n'est pas exactement le cas. Après guerre³, un dicton court d'ailleurs les rues de la capitale chez ceux qui le déplorent : « *Unis comme au front, séparés comme à Tananarive* ». C'est une scie du journal *Le Petit Tananarivien*, qui paraît à partir de 1935. Et comme le *PT* est un organe qui cherche, au moins autant que les autres journaux coloniaux, sans cesse à se légitimer, il se dégage une certaine suspicion qui ne vient ni de l'honorabilité ni de l'absence de retenue. Une obsession sous-tend la prise de parole de ces *afrancesados*⁴, à savoir la bonne conscience qu'il faut avoir de soi-même. Deux thèmes y mènent, Andriba et le 11 novembre 1918 ; la relation se faisant de façon laconique mais péremptoire : « *Nous ne sommes pas les Malgaches d'Andriba, mais ceux du 11 novembre 1918* »⁵.

Andriba comme repoussoir

Cette insistance mérite un détour historique. Manassé Esoavelomandroso explique les implicites contenus dans le mot « *Andriba* » dans son article d'*Omalysy anio* de janvier-décembre 1975⁶ : site inexpugnable, la position « *d'Andriba est évacuée par les troupes de Rainianjalahy, général en chef merina, dans la nuit du 21 août 1895, sans avoir combattu* ». Mais on veut croire, au contraire, à Tananarive, que la résistance a été farouche. Pour la simple raison que les « *grands du royaume* » espèrent remplacer le Premier ministre et se partager les prébendes.

3. C'est en particulier grâce aux travaux de Solofo Randrianja que cette injustice est connue.

4. Dont le type serait Goya, francisé, enterré en France à sa mort, mais dénonçant le comportement des troupes napoléoniennes.

5. N° 36, 26 mars 1936.

6. L'article est intitulé : « Le mythe d'Andriba », p. 43-73, n° 1-2. Nous n'ignorons pas que ces dernières années un débat idéologique ou politique a eu lieu, dans *Jureco*, autour de l'attitude des uns et des autres autour d'Andriba. Mais nous nous en tenons aux sources avérées.

Le *PT* prend un autre chemin car il interprète différemment la trahison de Rainianjalahy qui « *avait tenu une réunion dans laquelle il avait dit : "Laissons la guerre venir devant les maîtres du pays. Nous travaillons pour un beau-père aveugle (le Premier ministre)... Nous sacrifions notre vie pour défendre la patrie... ou pour pouvoir jouer un rôle clé dans les tumultes intérieurs malgaches si les Français venaient à perdre"* »⁷. C'est cette dernière hypothèse qui mérite réflexion.

A l'occasion du surgissement français de 1895, une classe de gens entrepreneurs, *andriana* ou non⁸, mais avisés, prêts à s'éveiller au monde nouveau, veut sa part de pouvoir. « *Rainilaiarivony a fait des Malgaches un peuple de béni oui-oui* »⁹, martèle *Le PT* ou encore « *Les Malgaches d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'Andriba* », c'est à dire ceux du « *régime qui a perdu avec le dictateur hova* »¹⁰. Ils semblent être plutôt ceux qui ont su composer tout de suite avec les Français contre les *menalamba*.

On en prendra pour preuve l'article intitulé « *Antsirabe, création française* »¹¹ dans lequel « *les officiers merina comprennent qu'il faut pactiser avec la France* ». Suit alors l'histoire d'Alby, résident à Betafo accompagné de Gerbinis¹², venu se soigner à Antsirabe, et de Rainijaonary, 14 honneurs, homme providentiel de la très maigre colonie française, sans lequel la poignée d'Européens aurait disparu¹³. Ceux qui s'expriment dans le *PT* ont choisi leur camp depuis longtemps, avant le Résident Laroche. « *La francisation a commencé avant 1895* », avec les premiers *merina* envoyés dans des écoles occidentales pour parfaire une formation¹⁴. Les classes dominantes cherchent des alibis dans leur passé pour justifier leur vision politique circonstanciée du moment qui est celle du Front populaire. Mais nous n'en sommes encore qu'à la face avouée des choses.

Andriba comme alibi

Le Petit Tananarivien est beaucoup plus inattendu qu'on ne pourrait le croire. A tout prendre, son attention incessante à vouloir corriger les idées reçues des Français de souche, est touchante, si elle ne révélait la grossièreté des mœurs de certains débarqués, voire leur incompetence, ou leur méconnaissance du pays où ils résident. « *Les vazaha doivent comprendre que depuis Andriba le destin du pays a changé, les hommes surtout... Les Malgaches désormais sont une illustration vivante du progrès réalisé et plus du tout les individus désemparés au lendemain de la conquête* »¹⁵. Cela ressemble fort à un langage digne, apaisé ou responsable.

7. N° 34, 12 mars 1936.

8. On prend uniquement comme exemple l'article consacré à la mémoire d'Andriantsilavo qui permet qu'Andrianampoinimerina accède au trône en 1787 et réalise l'unité du royaume. 400 descendants prennent part à la fête le 2 janvier 1937, à la grande joie du journal.

9. N° 36, 26 mars 1936. Ou encore n° 33, 5 mars 1936. L'histoire d'Andriba : Rainilaiarivony nomme ses deux petits-fils, à peine nés, comme hauts gradés.

10. N° 34, 12 mars 1936.

11. N° 44, 4 juin 1936. Cette ville a quelque chose de norvégien aussi.

12. La méthode Gerbinis de langue malgache a été rééditée pendant plus d'un demi-siècle.

13. N° 44, 4 juin 1936.

14. C'est à propos du décès de Joseph Rajaspera, ex-élève de l'école militaire d'artillerie de Versailles d'où il est sorti en 1890, décédé le 7 mars 36 à 77 ans que le journal évoque « *les douze jeunes hova envoyés par le gouvernement malgache pour acquérir des compétences* ».

15. N° 97, 29 juillet 1936.

Les Français, trop arriéristes, devraient tenir compte des avancées dans bien des domaines comme l'économie ou l'éducation, quoiqu'il y ait là un écueil de taille¹⁶. La France devrait être sensible à « *la force de l'évolution* ». Cette réforme intellectuelle demandée à tout ce qui représente la France à Madagascar devrait avoir pour effet de « *dissiper tout ce qu'il y a d'aigre, d'âpre et de violent dans le nationalisme malgache* ». Il n'y a là que de bonne politique sensée. Andriba, pierre d'achoppement ou point de corde litigieux, est expliqué, commenté et conclu. Le « mythe d'Andriba » est récupéré pour soi, comme repoussoir ou comme alibi historique. Le nationalisme-des-autres, que *Le PT* explique le plus naïvement du monde comme une référence évidente aux ancêtres¹⁷, n'est qu'une maladie infantile d'un Madagascar qui demande cérémonieusement plus aux Français de souche trop oublieux des droits des colonisés. On serait en droit de se demander où le bât colonial blesse et pourquoi le nationalisme de Ralaimongo a lieu d'être. *Le Petit Tananarivien* qui, chose rare dans la presse coloniale madécasse, essaye de s'élever ou de prendre quelquefois du recul, aborde des sujets qui sentent le soufre sans avoir l'air d'y goûter. Il cultive décidément l'art du paradoxe ou de l'inattendu.

Le problème politique du choix de la nationalité, qui nous semble si fondamental aujourd'hui, apparaît, dans le *PT*, évacué de son sens, quasiment vide ou sans enjeu. Le vivre ensemble, le *fihavanana*, va sans doute au-delà de cette mesquine contingence depuis des temps autrement immémoriaux que ceux de la jeune colonie. Les Malgaches qui ont « *pris l'initiative dans la période troublée de 1895-1897 de servir même sans rétribution la cause de la civilisation* »¹⁸ méritent qu'on pose la question de savoir comment ils ont été remerciés par la marâtre patrie.

L'Armistice de 1918 et ce qu'il cache

En 1935, alors que *Le PT* commence à paraître, Ralaimongo, symbole du nationalisme malgache, ancien combattant de la Grande guerre, mais aussi homme d'intégrité et de droiture, montre à quel point la distance est grande entre un indigène malgache et un Français d'origine dans une réflexion dont l'amertume n'a d'égale que sa profondeur : « *Nous avons compris un peu tard que réclamer le statut de citoyen français était une grossière erreur. N'avons-nous pas sous les yeux, tous les jours, des exemples dans la façon dont sont traités à Madagascar, les citoyens français (malgaches d'origine, je précise) honnêtes et indépendants ?* ». L'organe des Français d'origine malgache ne prend jamais à parti Ralaimongo¹⁹. Nous sommes entre gens de bonne compagnie. Pour tous les habitants de la Grande Ile, l'armistice du 11 novembre 1918 est borné d'une pierre immarcescible.

Pourquoi donc la référence incessante à la guerre européenne ne fédère-t-elle pas une fois pour jamais toutes les composantes humaines de Madagascar ? Maurice

16. La critique du système éducatif colonial est présente à chaque instant dans *Le PT*.

17. N° 97, 29 juillet 1937; article intitulé « *Autour du nationalisme malgache* ». « *C'est un sentiment profondément humain que celui qui porte un être à éprouver une préférence déterminée, un attachement plus fort aux vertus essentielles et originales de la terre de ses ancêtres... Le vazaha doit tenir compte de la force de l'évolution (historique) et le tact dissiperait tout ce qu'il y a d'aigre, d'âpre et de violent dans le nationalisme malgache* ».

18. Discours du gouverneur principal Razafimbelo du dimanche 10 août 1919, aux Fêtes de la Paix. *JOM*, 16 août 1919, n° 1742, p. 798. Le premier convoi de volontaires ne part que plus d'un an après, le 9 octobre 1915.

19. Voir, par exemple, l'idée dans laquelle il est tenu dans le n° 102 du 9 septembre 1937.

Gontard, spécialiste de cette période, ni ne répond à cette question ni ne la pose. Certes, nous n'ignorons pas que « *des volontaires malgaches, dès août 1914, se font mobiliser pour donner le bon exemple à leurs compatriotes* ». Le rapport du 23 novembre 1917 du gouverneur général Merlin au ministre des Colonies²⁰ donne pourtant, en la matière, des éléments d'appréciation choquants, abrupts mais précieux. Le 2 septembre, le ministre insiste auprès de lui pour qu'il accélère de nouvelles opérations de recrutement. Les 42 000 Malgaches²¹ ne suffisent pas. Merlin, aidé en cela par le capitaine Sisteron²², son chef de cabinet militaire, et Hesling, son chef de cabinet aux affaires civiles, livrent à la connaissance de Paris la pratique locale d'usages invraisemblables de recrutement de « volontaires » dans lesquels des *vazaha* certes²³, mais de nombreux notables malgaches surtout, sont compromis pour de l'argent. Merlin dégage sa responsabilité, mais livre le fait suivant, selon nous de grande importance : « *Les nobles et hova²⁴ n'ont pas du tout répondu à notre appel (dans l'Imerina)* ». Certes, il n'est nullement question ici d'ignorer les morts des familles de ces derniers, comme celle du fils de Charles Ranaivo, président de l'amicale des citoyens français d'origine malgache, par exemple. La fréquentation de la nécrologie hebdomadaire du *Journal Officiel de Madagascar* de 1916 ou 1917 est, à cet égard, impressionnante.

Il n'en reste pas moins que la pratique détournée du *tsodrano*²⁵ que les *vazaha* traduisent par « *cadeau hova* », « *... fut un véritable achat de mercenaires et, malgré cela, ou, au contraire, pour cela même, on ne trouva de sujets que parmi les familles d'anciens esclaves, d'anciens fermiers, ou quelques artisans formés dans nos chantiers européens que l'appât de sommes aussi exagérées finissait par rendre volontaires* ». Le secret est bien gardé, même si chacun le connaît alors, en particulier chez les Malgaches aisés et/ou cultivés de la capitale. Mais il en va de l'intérêt de tous de se taire. Tant que la chair à canon est servile d'origine, *mainty*, la société incivile, mais nantie, s'en accommode. Le *fihavanana* n'est pas enfreint pour autant puisque les esclaves, de tout temps, ont été désignés pour les besognes les plus dangereuses. Tout va bien jusqu'au jour où un gouverneur général prend la mouche et se plaint amèrement à son ministre d'un système dont ni lui ni ses prédécesseurs ne se sont sentis responsables. Les *mainty* ne s'étant jamais plaints, pour quelle raison se serait-on soucié d'eux ?

On est en droit de se demander s'il est plus difficile de choisir la nationalité française quand on le peut - on sait que les conditions sont léonines et que le vieux Malgache Berthier choisissait et proposait lui-même cette option à certains person-nages bien en vue - ou de garder un secret aussi pesant pour la conscience. La Grande guerre est lointaine quand *Le PT* paraît, mais le Polichinelle malgache ni de droite ni de gauche a bien garde de dire ce que recèle sa bosse. Il a la conscience de sa classe d'origine, celle de l'élite, quelle que soit sa religion. Et il en est fier.

20. 6 (14) D 11. Recrutement indigène. CAOM.

21. On ne dit pas assez que des femmes furent aussi envoyées, dans la tradition de l'infanterie coloniale, certainement. Mais seuls en témoignent des clichés. Sarraut parle de 41 355 militaires et de 5 535 travailleurs, p. 42, *La mise en valeur des colonies françaises*, 1922.

22. Bien plus connu dans le domaine vétérinaire et de l'équitation.

23. A Antsirabe.

24. Roturiers.

25. Littéralement, « bénédiction » ; réellement « prime à l'engagement ».

II. L'existence paradoxale des Malgaches français

Bien sûr, les Malgaches qui ont choisi la nationalité française sont éminemment moins nombreux que tous ceux qui appartiennent à la fine fleur de la capitale. Ils sont à peine au nombre de 700, un an avant la guerre²⁶, malgré les bontés d'âme du gouverneur général Léon Cayla, auxquelles il ne faut guère croire. La moitié d'entre eux sont fonctionnaires²⁷. Parmi eux la minorité des médecins de l'Assistance Médicale Indigène, très active, et celle des exploitants miniers²⁸, qui n'est pas démunie, et dont le prestige social nous semble considérable, sont deux fleurons de renom. Le *PT* tire, selon l'année, à 2000 ou 3000 exemplaires, ce qui n'est pas insignifiant dans une capitale²⁹ qui n'excède pas cent mille âmes et où le nombre des francophones dans la population malgache n'est pas si important³⁰.

Mais cette parution donne manifestement le ton. Même si la rubrique mondaine n'y existe pas en tant que telle, quoi de plus symptomatique que les relations continues des alliances dans un groupuscule où se pressentent les habitudes endogamiques ? On s'y compte en dizaines de voitures, on se retrouve garé devant les temples emblématiques ou la cathédrale d'Andohalo. On outrepassa les mesquins problèmes de religion. On se plaît entre soi car on se sent du même monde. La communauté des *zanatany* ne fait pas mieux pour son prestige ou fait plutôt moins bien pour la raison qu'elle ne sait pas, et pour cause, quel quartier de marque investir dans la capitale. A tout prendre, ces Français, Malgaches d'origine, ne sont qu'une autre facette d'une vaste caste qui tente une échappatoire socialement peu salvatrice dans une nationalité où elle ne fait pas si mauvaise figure. On comprend que sa place sur l'échiquier politique hexagonal lui est indifférente.

L'incompatibilité des élites

La question de la prééminence des élites dans une société coloniale se pose ici, qui induit la question plus politique de l'existence de tendances politiques marquées à la française. Ainsi, en février 1937, mois d'une période fiévreuse et de multiples points de vue dans Madagascar, *Le XX^e siècle*³¹, journal d'une droite immodérée, n'hésite pas à (s')affirmer, contre toute raison : « *Dans les six derniers mois, l'Union franco malgache a été créée pour lutter, pour réagir contre le plan de propagande communal-socialiste. Qu'on ne s'y trompe pas, ce qu'on désigne à Madagascar par gauche et droite, par analogie avec la France, ne correspond pas du tout aux classifications de la métropole*³². *La colonisation n'est pas autre chose que l'apport d'une élite à un peuple qui n'en a guère que des éléments trop faibles et trop restreints pour agir sur le reste du peuple* ».

26. 4 D 44. Comité permanent des études scientifiques, économiques et de la statistique. ARM. Tableau des Malgaches admis au droit de cité depuis 1909. Decary. Fin 1937, le total s'élève à 682 individus. Le décret du 7 avril 1938 *JOM* du 30 avril, p. 446, multiplie par trois ce chiffre. Le 28 mai, à Mahamasina et Ambohitovolo, une fête monstre, dite Journée de la Reconnaissance malgache, est organisée, dont Cayla dit qu'elle est la plus belle de sa vie coloniale. (29 EVEOM).

27. Grâce à l'entremise d'Auguste Brunet, gouverneur général par intérim en 1922.

28. Le personnage de Calixte Razafy en particulier mérite une monographie tant son entretient est important.

29. En 1895, il y a deux personnes de condition libre contre une d'origine servile dans Tananarive.

30. Selon le *PT*, les Européens lisent ce journal.

31. N° 41, 2 février 1937.

32. C'est nous qui soulignons.

En d'autres termes, à la Colonie du moins, poser la question de la prééminence d'un groupe sur un autre suppose que l'on s'entende sur le rôle de la France, sur le passé de cette colonie et des groupes humains hiérarchisés qui la composent. Malgaches et Français veulent bien admettre qu'il n'y ait ni droite ni gauche, pourvu que chacun s'attribue la préséance dans la hiérarchisation de la conduite des autres. Le bât blesse aussi bien ceux qui ne peuvent pas partager la direction des affaires, que ceux qui croient agir sur le gouvernement général. Des Français d'origine, nombreux, se sentent le fer de lance d'une réaction aux événements en cours ; des Français d'origine malgache, fiers de leur existence, mais fascinés par les ouvertures que permet le Front populaire, se situent très différemment sur le damier politique.

L'attitude de ces Français d'une autre sorte, ce cas particulier, ni tout à fait français ni exactement malgache, mérite donc une écoute attentive dans l'expression de son sentiment sur le cours des événements. C'est l'apanage des communautés hybrides, à mi-chemin entre des mondes un tant soi peu antagonistes, que de pressentir les travers des uns et les misères des autres. « *Laissons enfermés dans leur club, tous ceux qui sont imbus de vérités sociales, préjugés, et regardent la société malgache du haut de leur terrasse avec cet air de dédain et de mépris* » dit, amer, Philippe Rabejoro, gérant³³ du PT, exploitant minier, lapidaire de la rue Guillain, mais aussi directeur d'un club de tennis auquel seuls adhèrent des Malgaches.

Parmi les Français, au temps du Front populaire, l'éviction des Malgaches de l'environnement quotidien va de soi, hormis chez quelques chrétiens militants ou parmi de rares cas particuliers aux opinions morales élevées³⁴. Au moment où Gallieni quitte Tananarive, plus de quarante ans auparavant, les alliances matrimoniales officielles, rarissimes, ou de fait, très nombreuses, sont dans l'ordre des choses. Mais depuis Augagneur, c'est un développement séparé, verrouillé socialement, qui s'est fait jour : plus l'ascenseur social atteint un niveau élevé, moins la mixité se fait, évidemment³⁵, les prolétaires décivilisés *vazaha* n'ayant jamais dérangé l'ordre économique colonial.

Une place assignée à chacun

Après la guerre 1914-1918, l'idée se fait jour que la France refusera l'extranéité française à ceux qui eussent été en droit de la demander comme les démobilisés. Ceux qui y sont parvenus ont dû prouver leurs compétences plus qu'il ne le fallait. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le PT déclare : « *Nous avouons ne pas comprendre que la politique des races, système essentiellement de transition, ait encore des partisans. Ou alors il faudrait revenir 40 ans en arrière et faire table rase des progrès intellectuels et matériels accomplis par les nombreuses élites appartenant à toutes les tribus de Madagascar* »³⁶. Il ne s'agit pas de forfanterie, mais bien de conscience de classe. On se sent, dans *Le PT*, appartenir à une élite intellectuelle ou à l'élite de la dignité

33. Louis Rakotomalala, futur ambassadeur à Washington, sous la I^{re} République, lui succède au PT dès le numéro du 7 mai 1936. Détail exceptionnel, Ph. Raberojo est membre de la Chambre de Commerce de la capitale. Autre détail singulier, il tourne un documentaire intitulé *Rasalama maritiora* en 1937, pour le centenaire de l'exécution de Rasalama.

34. Le rôle de la LDH se limite à peu de chose dans les années 1930.

35. Cela n'empêche pas du tout des descendance en dehors de la légitimité.

36. N° 38, 7 avril 1936.

que confère la mise en œuvre des règles de la politesse. Mais cela est prodigieusement loin des soucis de la presse européenne madécasse.

Il n'y a rien de plus patent que le souci de ce journal à vouloir se faire respecter dans les actes les plus insignifiants comme le tutoiement dans lequel tout Malgache, quel que soit son âge et son rang, semble être tenu³⁷, longtemps après que Ralaimongo ait lui-même éprouvé et relevé l'insulte, révélateur des dispositions des uns à l'encontre des autres, pour ne pas stigmatiser l'administration en particulier, si fautive³⁸. Un article³⁹ révèle ainsi une scène des plus banales dans laquelle de tout petits enfants *vazaha* apostrophent un passant, Malgache d'un âge certain et d'une condition non moins certaine, pour le faire entrer dans leur jeu. Et comme le passant refuse, les gamins le traitent d'imbécile, condition normale dans laquelle l'indigène est configuré dans l'esprit des plus jeunes.

Le PT aimerait une simple reconnaissance des différences entre Malgaches. Mais depuis le gouvernorat de Marcel Olivier, qui assimile la colonie à une caravane de chameaux où les plus avancés doivent attendre les derniers⁴⁰, l'image se perpétue, que seul Marius Moutet, ministre des Colonies du gouvernement du Front populaire fait évoluer. Pourtant son *distinguo* se limite à « *faire la différence entre indigènes arriérés et populations déjà évoluées* ». La place assignée par les Français de Madagascar et l'administration des années 1930 aux Malgaches de qualité paraît pouvoir changer. De façon simultanée, et au risque de se contredire, *Le PT* n'aime pas que l'on confonde le paysan ou l'éleveur illettré du sud ou de l'ouest avec un bourgeois citadin sûr de sa distinction. Cette obsession frise la fascination morbide. Le progressisme petit-tananarivien est tout en surface.

Le fascisme est en Europe en 1939, le PT se voile la face et s'il le dénonce comme tel, par la voix de Charles Ranaivo, il ne s'attaque guère au déplaisant *Tribune* qui trouve encore bien des charmes à Mussolini. A chacun ses errements : les Antandroy servent localement de repoussoir⁴¹. « *Comment accorder la nationalité aux gens du sud dans un état social lamentable, ils ne travaillent que 15 heures par semaine* »⁴². Le critère de l'égalité qui fonde une distinction entre droite et gauche est aux antipodes de la pensée de l'élitiste du PT. Alors que le PT veut plus d'égalité formelle avec les *vazaha* et des différences marquées avec d'autres Malgaches, dans le respect d'une justice équitable pour tous - et en particulier « l'abrogation immédiate » du régime de l'indigénat - les *vazaha*, quels qu'ils soient, assignent, à ces Français d'un nouveau genre, un strapontin des plus étriqués.

37. N° 51, 30 juillet 1936. La bête noire du journal est Franceschini d'Antsirabe, personnage connu, dont le PT ne donne jamais le patronyme, qui, après avoir assassiné un administrateur et séjourné peu de temps à Antanimora, sévit au marché de la ville comme placier. Ce saint homme écrit en 1945 à Pleven pour demander son rapatriement en tant que héros de la colonisation. Voir de même n° 91, 10 juin 1937.

38. N° 45, 11 juin 1936.

39. N° 38, 7 avril 1936.

40. N° 77, 11 février 1937.

41. Voir le n° 31 du 20 février 1936 dans lequel est reprise une anecdote parue dans *La Sous France*.

42. N° 77, 11 février 1937.

Un progressisme d'élite

Cependant, l'élite tananarivienne malgache, mais française, revendique plus qu'on ne peut le penser. Certes, on la voit trop souvent besogneuse, brimée, souffrante, humble, alors que cela lui coûte, mais chaque numéro du *PT* revendique une parcelle de droit, non pas tant pour elle que pour le peuple malgache en général, quand bien même le leitmotiv revient, selon lequel « *rabaisser l'élite, c'est faire de la mauvaise politique* »⁴³. C'est un moment rare que de la voir applaudir les décisions sociales et politiques importantes mais encore timides du Front populaire, après qu'elle ait demandé durant des mois « *l'application intégrale de son programme pour Madagascar* »⁴⁴. Vient l'apothéose, après que Marius Moutet eut envoyé un câble dans lequel le ministre approuve entièrement le programme de réformes du gouverneur général⁴⁵, connu pour son opportunisme, mais ennemi de toute générosité. Vient aussi le temps des désillusions, sans aucune acrimonie contre le Front populaire, d'ailleurs, dont *Le PT* va jusqu'à dire, fin 1937, qu'il s'en reconnaît comme l'organe⁴⁶.

Il est vrai que le soutien à Maître Albertini, rare défenseur des hommes politiques de gauche, est inconditionnel et que ce sont les agissements brutaux des policiers et des gendarmes de France métropolitaine qui sont stigmatisés dans les manifestations publiques. Ravohangy, personnage emblématique, qui a dénoncé les violences répressives dont les Malgaches sont victimes, est l'objet des sollicitations bienveillantes du journal. *Le PT* a l'oreille des gens de gauche et/ou des nationalistes qui ne lui rendent pas la pareille.

Lorsque Cayla revient de Paris à la mi-avril 1937, *Le PT* poursuit sa critique de la politique menée dans la colonie : « *Celle-ci connaît un véritable malaise. A quoi bon le dissimuler ? Avec le Front populaire, les indigènes attendaient l'application méthodique des mesures de réforme que comportaient la naissance et l'essence profonde du régime. Doit-on crier à une attente frustrée ? Le malaise dont les indices frappent tous les observateurs vient sans doute du fait que la colonie végétait, privée de son chef authentique* ».

Curieux besoin de l'époque⁴⁷, c'est un véritable culte servile qui est rendu au gouverneur général, dans une île où « *les Malgaches ont accueilli avec sympathie l'avènement du Front populaire* »⁴⁸. Les mesures de Moutet ne résolvant rien devant la multiplicité des problèmes coloniaux, la confiance en Cayla se renouvelle et ce sont « *les autorités d'Outre-Mer* » parisiennes qui sont mises en cause⁴⁹. Autant dire que les sources des maux sont dans un lointain irresponsable qui se refuse à appliquer dans

43. N° 82, 18 mars 1937.

44. N° 52, jeudi 6 août 1936.

45. N° 72, 7 janvier 1937. Les mesures ne sont pas insignifiantes. 1° Elargissement des conditions d'accèsion de la qualité de citoyen français. 2° Modifications très importantes des conditions d'application du régime de l'indigénat. 3° Créations de nombreuses justices de paix à compétence étendue, pour affaires civiles et criminelles. 4° Suppression du SMOTIG, qui peut être désormais remplacé complètement par des sections de travailleurs libres. 5° Réaménagements de la fiscalité en matière d'impôts directs en vue d'allègements divers. 6° Poursuite de l'enquête en vue d'une adaptation nouvelle de la législation sur le travail.

46. N° 110, 18 novembre 1937.

47. L'argument imparable des vichystes à Madagascar consiste à faire croire que le gouverneur général peut décider de la conduite des affaires car il a des lumières qu'il est seul à connaître. Il en est de même à Vichy.

48. N° 89, 27 mai 37.

49. *Idem*.

sa colonie les principes des droits de l'homme. Ceux-ci ne s'incarnent pas en une politique de tous les instants.

Chacune des idées du *PT* est bien pensée : bien rare le numéro qui n'énonce pas une doléance. Le cliché raciste selon lequel un Malgache sait copier, mais ne sait pas créer, est plusieurs fois dénoncé, tout comme le recrutement forcé qui perdure, rappel du *tendrimpanjaka* de l'ancien régime⁵⁰, le mécontentement général à l'égard du système politique (à tout prendre des députés malgaches rendraient service à Paris) et judiciaire et surtout le taux dérisoire des salaires à l'époque où les produits se vendent bien, fin 1937. Et le *PT* de préconiser l'idée si simple du salaire minimum. Les citoyens n'accèdent pas à la consommation - le terme est employé souvent - alors que les paysans ne rêvent que d'exode rural et qu'il faudrait les maintenir sur leurs terres. Chacun à sa place. On le voit, le réformisme, serait-il le plus progressiste possible, a ses limites. A une époque où la plupart des *vazaha* accèdent aux bouteilles de butane et où ils peuvent assainir leur environnement - effet de mode ? - grâce à l'alcool à brûler⁵¹, les Français malgaches d'origine doivent composer entre l'idée qu'ils se font de leur pays natal et ce qu'ils savent du monde, tout en sachant que bien qu'étant l'élite, ils ne sont que des laissés pour compte. Un simple gardien de phare européen n'a-t-il pas un salaire trois fois supérieur à celui d'un médecin malgache de l'AMI ?

On serait tenté de dire, tant il fait beaucoup pour cela, que *Le PT* tente de réduire la fracture raciale⁵², comme peut le faire *L'Echo de Madagascar* du docteur Grimes, parmi le lectorat européen. Mais sa cause se double d'une lutte passionnée et compliquée en faveur de la « malgachéité » (le néologisme est du *PT*). Résumons le propos de sa direction : la nation malgache n'existe pas, l'Etat n'a jamais existé à Madagascar avant la conquête : « *Une affinité irréductible, profonde entre les Bara, les Hova, les Antaimoro, les Sakalava, les Betsimisaraka, toutes les autres tribus, unit les Malgaches dans une espèce identique et les distingue ontologiquement... Et c'est cet ultime caractère qui confère sa valeur totale à la nation malgache, quelque confuse que puisse en être l'idée dans la réalité* »⁵³. Le combat idéologique de cette feuille élitiste a quelque chose qui mérite un temps d'arrêt. Les Malgaches qui ont obtenu la nationalité française « *revendiquent un droit que la France ne condamnera jamais : l'attachement au sol de (leurs) aïeux* »⁵⁴. Ce qu'on peut considérer comme un épanchement sentimental unique à la qualité de la franchise dans la complexité d'une position politique exceptionnelle.

III. Une politique moins que politicienne.

C'est *ex nihilo* que nous avons évoqué *Le PT* dont il faut bien reconnaître qu'il hésite souvent entre l'amertume de la condition faite aux Malgaches et la contrition devant le sort politique fluctuant de la colonie, autrement dit, entre les aspirations du cœur aux idées généreuses et les raisons raisonnantes, plus terre à terre, marquées à droite. Cette schizophrénie a des raisons politiques que nous aimerions expliciter.

50. N° 94, 1^{er} juillet 1937 ; littéralement, « la convocation royale ».

51. N° 115, 23 décembre 1937.

52. Dans la lutte contre le « vazahisme », néologisme affectueux du *PT*, - le fait de se sentir supérieur, grâce à son origine - par exemple.

53. N° 99, 12 août 1937.

54. *Idem*.

Léon Cayla

Madagascar est gouvernée depuis février 1930 par un gouverneur bourreau de travail, jouisseur, ami des belles lettres, des belles académies, et de tout un chacun, infatué de lui-même, boulimique de tout et de la politique en particulier : Cayla est un gouverneur-soleil qui tient non seulement à tout savoir, mais qui veut que tout passe par lui. Cayla fascine. Il a un physique, dont il joue⁵⁵, doublé d'un profil mussolinien, comme on ne le dit pas assez. Des administrateurs forment sa garde rapprochée. Certains sont de véritables grognards⁵⁶, d'autres de véritables barons. Léon Réallon, juriste de formation comme Cayla, est de ceux-ci.

Il serait inhabile de cataloguer politiquement à l'extrême droite un gouverneur général qui eût bien voulu - c'est le regret de sa vie - être nommé Ambassadeur de France, du moins jusqu'en novembre 1938, quand le parti radical décide de quitter le Rassemblement populaire. Depuis le début de l'année, Cayla suit l'évolution du parti de son cœur avec appréhension. G. Boussenot, délégué au Conseil supérieur des colonies, qui est l'une de ses oreilles parisiennes, l'informe deux fois par semaine sur les « querelles de clocher »⁵⁷ du parti. Depuis avril, il sait que Daladier s'appuie sur la droite. C'est peut-être alors qu'il se fait simple opportuniste. Cayla gouverne dès lors à vue et ce n'est qu'au terme d'une dérive carriériste⁵⁸ qu'il passe du maréchalisme au doriotisme.

Mais, si on veut pouvoir apprécier l'itinéraire du *PT*, il ne faut pas mésestimer tous les aléas de la vie de Cayla, qui a maille à partir en 1934 avec les maurassiens, ce qui fait qu'il est non seulement prévenu à l'encontre des royalistes qui lui cherchent querelle, mais aussi qu'il redore, à peu de frais, son blason chez les radicaux. Un article de *L'Action française*, signé « Ranavalo »⁵⁹, l'accuse simplement d'avoir touché 3 millions de francs⁶⁰, soit l'équivalent de huit ans de traitement. C'est dire que, avant-guerre, les préventions du gouverneur à l'égard de l'extrémisme de droite sont grandes⁶¹.

Les très révérencieux rédacteurs du *PT* ne se doutent guère des moyens de renseignement du gouverneur qu'ils suivent aveuglément. Souvent ils restent muets sur les intentions de Cayla et incriminent le gouvernement central au lieu de mettre en cause Tananarive. « Si personne n'a pris l'initiative d'ouvrir délibérément les portes de la cité à un Malgache de la culture et de la valeur d'un Rabéarivelo, par exemple », il n'en incombe pas à Cayla, au-dessus de tout, immarcescible. Certes, il arrive que *Le PT* outre passe la pensée de Cayla ou de Réallon, la correspondance du gouverneur en témoigne plusieurs fois. Le diable aidant, les articles signés L. R. peuvent aussi bien être

55. Ses archives personnelles le montrent plusieurs fois soucieux de son embonpoint qu'il sait perdre et regagner. 29 EVEOM. CAOM.

56. G. Boiteau, considéré comme gaulliste, n'a de cesse de se considérer comme un grognard voulant se faire « pincer l'oreille ». 29 EVEOM. L'un d'eux, sur son lit de mort, F.....t, a tenu à nous faire savoir combien Cayla avait compté dans sa vie.

57. 21 février 1938.

58. Si Cayla se rend dans son avion personnel à Rome, début juillet 1936, c'est sur ordre signé du ministre de l'Air, P. Cot. Le maréchal Balbo apprécie et dit que l'Italie aimerait avoir un gouverneur de la trempe de Cayla.

59. Cet article du 1^{er} août 1934 est celui du capitaine d'artillerie coloniale, Jean Jacques Neuville, qui fait paraître l'année précédente un roman d'aventures qui concerne Madagascar, intitulé *La Recluse de l'îlot sacré*, chez Lemerre.

60. Cette affaire naît à Tamatave dans le journal de Vierne, qui perd un procès qui lui est intenté.

61. S'il flirte avec le parti de Doriot en 1943, il a cependant quitté Madagascar, éloigné par Vichy.

de Louis Rakotomalala que de Léon Réallon. Un esprit d'ouverture est là, discipliné à l'excès. On surjoue très peu la critique de la colonie, mais si on joue, on joue très juste et on frappe à coup sûr.

Léon Réallon

Réallon, secrétaire général du gouverneur, signe donc de son nom des articles dans *Le PT*. On y parle de lui avec une telle déférence qu'il y acquiert une stature inattendue. Il est clairement l'inspirateur de cette parution. L'idée lui est venue par l'intermédiaire de son frère, industriel, gérant à Paris du *Petit Parisien*, homme d'affaires en relation avec l'Extrême-Orient. Affidé du gouverneur, le Front populaire lui donne la promotion qu'il attend. Lorsque Cayla part aux nouvelles début mai 1936, *Le PT* s'extasie « *L. Réallon sera GG par intérim. Nous avons pour lui la plus sincère affection. Nul ne connaît peut-être mieux que lui le cœur malgache* ». H. Deschamps, qui appartient au premier cercle des intimes, croit que Réallon peut alors remplacer son maître efficacement à Madagascar. Mais Deschamps, qui intrigue alors auprès de Blum et Mandel, ne peut pas mieux que le faire nommer secrétaire général. On peut donc difficilement être plus à gauche. Beauté de la colonie parmi d'autres, *Le PT*, organe des Malgaches de nationalité française, est un instrument qui est non pas au service d'une idéologie de droite, mais au service d'un homme qui fait carrière, qui a lui-même un patron à l'ego démesuré.

Réallon, figure digne d'intérêt, dont la carrière à Madagascar n'est pas linéaire, tant s'en faut, est l'un des très rares chantres *vazaha* laïcs de la cause malgache et *merina* en particulier. On peut l'écouter dans son allocution à la distribution des prix de Jules Ferry, le 11 juillet 1936, qui dut sonner si étrange aux oreilles de beaucoup : « *Tout candidat au baccalauréat connaît à fond l'histoire du règne de Louis XIV. Qui donc, parmi les écoliers de Madagascar, même parmi les Malgaches, pourra parler d'Andriamasinavalona qui vivait pourtant à la même époque ? Pourquoi cette ignorance ? Parce qu'un nouvel ordre des choses s'est imposé et que plus rien n'est consacré dans les programmes à l'étude du passé malgache. Ces paysans que vous voyez dans leurs champs retournant la terre à l'angady, ils ne sont pas bien loin de nos paysans de France attachés à leur sol et à leurs traditions. Ce sont leurs frères qu'un sot orgueil ne doit pas nous faire dédaigner. Si vous pouvez parler leur langue, abordez-les, causez leur. Vous apprendrez beaucoup de ce peuple doux et confiant que les destinées ont joint au nôtre dans la grande communauté française* ». Malgré son paternalisme désuet et ses approximations anthropologiques, les parents d'élèves *vazaha* présents eurent certainement de quoi frémir à cause d'un discours hors normes, inattendu pour son auditoire pour lequel tout rapprochement avec les Malgaches est suspect.

Le manipulateur autrefois retourné

Mais une telle prise de position s'explique. Réallon, Talleyrand colonial, tant il plut à tous les régimes de 1930 à 1950, sans discontinuer - à nos yeux grand dissimulateur, et flagorneur toutes mains, avoue cependant par extraordinaire : « *En 1936, Cayla était en France, et Jore en tournée lointaine pour éviter les responsabilités, alors que le retour de Dussac, Ravohangy et consorts agitaient Tananarive et que des remous*

dangereux troublaient la ville. C'est moi seul qui ai empêché que le sang ne coulât à Tana. Il est vrai que beaucoup ne le savent pas »⁶².

Lavau, directeur des Finances, homme du sérail, confirme le rayonnement de son collègue, devenu gouverneur le 24 octobre 1936, trois jours avant qu'il ne s'exprime : « *Tous les gens, malgaches ou non, disent, quand ils ont un problème : « Je vais voir Réallon », tant sa notoriété est grande* »⁶³. Un mois après, Savaron, vieux Malgache⁶⁴, le déclare « *ami de Madagascar* »⁶⁵, formule qui n'est ni surfaite ni de circonstance. La colonie, en tant qu'institution perverse et perversie, a formé cet homme prêt à servir n'importe quel maître pour le bien de la Grande Ile. Mais elle l'a formé à son cœur défendant.

Réallon est tombé amoureux du pays au temps de sa jeunesse folle. Mais il est aussi tombé amoureux d'une jeune *merina* qu'il veut épouser en 1924. Depuis 1920, il est directeur du cabinet du gouverneur général H. Garbit, son mentor. Ami du lieutenant Augagneur, fils du ministre, de J. Guyon⁶⁶, secrétaire général de Garbit, de Berthier, le directeur des Affaires indigènes, tout le monde l'apprécie. Le directeur de l'enseignement, Ch. Renel, ne lui veut que du bien, et c'est bien ce dernier qui, dans son roman intitulé *L'Oncle d'Afrique ou la Métisse*⁶⁷, évoque allusivement le drame que Réallon connaît alors. Bastel, chef de la sûreté générale, dresse la liste des amants attirés de la jeune galante *merina*, avec dates, sommes, précisions de tout ordre⁶⁸, et il garde cela sous le coude. Auguste Brunet en mars 1923, puis Marcel Olivier sont informés. On imagine la force d'un tel document dans une ville à l'affût du moindre ragot. On imagine la pensée de l'homme Réallon, vaincu, traîné dans la boue, retourné. Ou plutôt, on devine ici ce qu'est le fiel de la colonie.

L'amour l'emporte. Le mariage se fait. Le couple doit quitter Madagascar. Réallon trouve refuge en Indochine et revient, à 52 ans, en 1934⁶⁹. En pleine force de l'âge, on comprend qu'il ait non pas une revanche à prendre sur une société *vazaha* sans pitié, mais une leçon de réhabilitation à donner. Fin 1935, *Le PT* qui répercute ses moindres faits et gestes, lui en donne enfin la possibilité. Son frère Robert, gérant du *Petit Parisien* et négociant dans l'import-export de l'Extrême-Orient, lui donne sans doute l'idée d'un journal à paraître à Tananarive. Réallon et son épouse sont faits membres d'honneur de l'association des Français d'origine malgache. Madame Réallon⁷⁰ reçoit le vendredi à partir de 17 h, à Andohalo, Hôtel de la Direction des Finances, puis à

62. PT 285. CAOM. Antsirabé. 23 novembre 1947, Léon Réallon à Levallois, administrateur, chef de la province de Tananarive. De Coppet apprécie le passage.

63. *Le XX^e siècle*, n° 386, 27 octobre 1936.

64. Savaron a plus de 70 ans en 1936. Il a plus de 20 ans quand il arrive pour occuper Tamatave en 1885.

65. *Le XX^e siècle*, n° 390, 13 novembre 1936.

66. Réallon est aussi « dircab » de ce dernier, de juillet 1919 à mai 1920.

67. On peut se reporter aux pages 69-71 de *L'Oncle d'Afrique ou La Métisse*, de Charles Renel, édition annotée et commentée, coédition Orphie-Grand Océan, 2005.

68. EE II 3701 (2). CAOM.

69. En 1932, Cayla lui fait organiser le service commercial de l'agence économique de Madagascar. Réallon en fait un des plus beaux magasins modern-style des Champs-Élysées et un service de renseignements modèle dont s'inspirent d'autres colonies.

70. Madame Réallon est *andrianamboninolona*, descendante des reines Rahofohy et Rangita. A ce titre, son influence dans les milieux *andriana* n'est pas mince. Elle organise une amicale des natifs d'Ambohidiatrimo avec grande kermesse sous son patronage. Les gaullistes, en 1944, en font « *une Française de cœur qui a su si dignement en France faire valoir les qualités de notre race, andriana d'une grande intelligence, très franchement gaulliste...* », 3 W 128. Procès Cayla à la Haute Cour de Justice. Archives Nationales.

l'Hôtel du Secrétariat Général à Ambohidahy, même heure, même jour. Ou la voici marraine d'Yves Cayla, à la chapelle des Sœurs de Saint-Joseph d'Ambatomiangara. Dix ans après un scandale de taille, c'est une belle revanche sur un avenir qui lui était chichement compté, à la pointe de ses bottines.

Léon Réallon, grâce à sa destinée personnelle, a cette possibilité particulière de pouvoir, de retour dans la Grande Ile, vérifier, grandeur réelle, les stéréotypes coloniaux qui pourrissent tous ceux qui s'y frottent : la liberté est certes du côté des *vazaha*, c'est-à-dire de la droite, mais c'est aussi celle du garde indigène, du mercenaire *satromena*. Ces compromissions aboutissent à ce que l'envie justicière, propre à la gauche, soit du côté des Malgaches. C'est pour cela qu'ils peuvent se penser à gauche, seraient-ils nantis et/ou *andriana*. C'est ce combat curieux dont se sent imparti le transfuge des deux camps, Réallon.

On doit aussi reconnaître dans ces anecdotes, de grand effet sur le sort de la colonie, la contingence du « je ne sais quoi » dont parle Pascal et dont « *les effets en sont effroyables... Le nez de Cléopâtre : s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé* ».

Nous gageons qu'au début du gouvernorat de Cayla, la crise mondiale aidant, la droite a entrevu sa vérité : la liberté, d'entreprendre, de décider, de voter, trop modérée par l'égalité, autrement dit par un ensemble hétéroclite d'indigènes⁷¹ aimant leur pays et convaincus de pouvoir faire avancer Madagascar. C'est pour cela que paraît *Le PT*. Pour contrer leur pouvoir d'influence/de nuisance.

Les colonies, comme leurs métropoles, sont régies par les lois de la politique, avec cet invariant universel du doublet droite/gauche dont on voudrait se départir, mais qui revient sans cesse dans l'explication des aspirations de l'homme politique. Chacun s'y réfère, quand bien même il n'en parle pas. Mais pour autant, l'entropie générale régit aussi les destinées d'une colonie comme Madagascar, le destin soufflant son grain de sable dans les rouages d'une politique bien huilée. Ou un grain de beauté. L'appareil conceptuel sous-jacent pour expliquer les travers de la colonie se limite à peu de chose.

Claude Bavoux est docteur en Histoire
bavoux.c@wanadoo.fr

71. N° 89, 27 mai 1937. « *Les Français appliquent à plaisir le terme d'indigène aux Français d'origine malgache* ».